



Session Open Stage: “ La technologie au service de la société : les civic techs peuvent-elles aider à mieux intégrer les citoyens d’Amérique latine et des Caraïbes dans leurs communautés ? ”

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) sont une des terres d'expérimentation historique du gouvernement participatif, puisque c'est la ville brésilienne de Porto Alegre qui a mis en place le premier budget participatif en 1989. Aujourd'hui, 62% des pays de la région ont adopté des stratégies nationales de gouvernement ouvert, et 16 d'entre eux sont signataires du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert¹.

Alors qu'aujourd'hui 64% des citoyens d'ALC n'ont pas confiance en leurs gouvernements nationaux², notamment du fait de la corruption et de services publics parfois déficients, l'ouverture des gouvernements peut être une façon de restaurer cette confiance³ :

- D'une part, la publication libre des données en *open data* est susceptible de renforcer la transparence et donc de rendre les gouvernements davantage comptables de leurs actions auprès des citoyens.
- D'autre part, la mise en place de modes participatifs de prise de décision comme les conseils de citoyens permet de réduire les coûts de participation pour les citoyens dans l'élaboration des politiques publiques. Cela permet de mieux les inclure dans la vie sociale et politique et de renforcer ce faisant leur confiance dans le système politique.

Dans ce cadre, il apparaît que les technologies numériques, si elles ne sont pas indispensables à des modes de gouvernance participatifs, représentent des outils très utiles, à la fois via la mise à disposition de données et la co-élaboration de politiques publiques par l'horizontalité qu'elles permettent. Les solutions technologiques du gouvernement ouvert, regroupées sous le vocable de « civic techs », sont ainsi un domaine d'innovation très actif. En particulier, les startups « govtech » tiennent un rôle clé pour placer les nouvelles technologies au service des gouvernements afin d'améliorer leur transparence et la prestation des services publics.

Les *civic techs* sont également en mesure de mettre l'expérience des usagers au cœur de la conception des services et des politiques publiques. Le Mexique a par exemple mis en place l'initiative « Retos Públicos » qui rassemble des entrepreneurs pour réutiliser les données publiques ouvertes et mettre au point des solutions innovantes pour les usagers de services publics.

Les laboratoires d'innovation publique, mis en place des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, sont un mode d'innovation particulièrement efficace en matière de gouvernement participatif. Ces laboratoires associent au sein d'institutions publiques des équipes multidisciplinaires, avec l'objectif de promouvoir l'engagement citoyen dans la conception des politiques publiques. Certains de ces laboratoires ont ainsi créé des plateformes d'engagement telles que *mi Quito*, *mi Medellín*, *Bogotá Abierta* ou *Ágora Rio*.

Si les solutions technologiques permettent d'abaisser le coût de la participation à l'élaboration des politiques publiques, la question de la disponibilité de ces outils pour l'ensemble des citoyens doit être

¹ OCDE/CELAC/CAF/UE, [Latin American Outlook : Rethinking institutions for Development](#), 2018

² OCDE/CELAC/CAF/UE, [Latin American Economic Outlook 2019 : Development in Transition](#), 2019

³ CNNum, [La confiance dans la vie publique, avec et pour les citoyen-ne-s d'une société numérique](#), 2017



posée. C'est particulièrement le cas en Amérique latine et dans les Caraïbes, où moins de 60% de la population accèdent à internet de façon régulière⁴. Si la participation citoyenne devient principalement numérique, les citoyens les plus vulnérables, qui n'ont pas accès à ces outils, ne risquent-ils pas d'être encore davantage marginalisés dans le débat public ?

Questions pour la discussion :

- **Comment les nouvelles technologies peuvent-elle être des outils pour renforcer le pouvoir des citoyens et leur permettre de mieux contribuer aux décisions publiques ?**
- **En termes d'*open data*, comment les gouvernements et les acteurs privés d'Amérique latine et des Caraïbes peuvent-ils traiter d'immenses quantités de données Comment s'assurer que les *civic techs* ne creusent pas la différence de niveau de participation à la vie politique entre ceux qui ont accès à ces outils numériques et ceux qui sont touchés par la fracture numérique ?**
- **Si les *civics techs* peuvent permettre de renforcer la démocratie participative à l'échelle locale, quelles sont les opportunités au niveau national, dans le processus législatif par exemple ?**

⁴ CAF, [Observatorio del Ecosistema Digital de América Latina](#), 2017